

D) Onder "Algemene directie van cultuur en communicatie — Hoofdbestuur"

worden de woorden : "Bijzondere functies — Dienst voor de jeugd

Adviseur.....	1
Adjunct-adviseur bij de dienst voor de jeugd.....	1"
vervangen door de woorden :	
"Gespecialiseerde ambten — Dienst voor de jeugd	
Adviseur.....	1
Adjunct-adviseur.....	1"

Bij littera B — Meesters-, vak- en dienstponeel — :

Onder de titel Dienst van het secretariaat-generaal — Hoofdbestuur — II — Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd wordt de melding "Centrum voor informatie, vorming en vervolmaking van de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming" afgeschaft.

Art. 2. Artikel 2, § 2, van het voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 wordt aangevuld als volgt :

Bij littera A. Administratief personeel;

na de woorden :

— "Inspecteur-geneesheer-hoofd van dienst bij de Algemene Directie van Gezondheid";

worden de woorden toegevoegd :

— "Inspecteur-hoofd van dienst bij de Algemene Directie van Gezondheid";

— "Inspecteur hygiënist bij de Algemene Directie van Gezondheid".

Art. 3. Artikel 3 van het voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991, wordt opgeheven.

Art. 4. De artikelen 1, littera C, 3, § 3, en 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — worden opgeheven.

Artikel 1, littera E, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1, D), dat uitwerking heeft met ingang van 18 december 1991.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 1798

[C — 29276]

22 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales tel que modifié;

Vu les règles statutaires ci-après, telles que modifiées et d'application au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment :

- L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;
- L'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat;
- L'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères;

Vu le protocole n° 144 du Comité de Secteur XVII conclu le 30 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil de Direction notamment en ce qu'il subordonne son avis favorable à l'ajout d'une disposition complémentaire relative à l'accès de certains titulaires de grades de fonctions spécialisées, au grade commun de conseiller;

Considérant que cet ajout aurait impliqué que l'ensemble de la procédure d'adoption du projet soit recommencée, alors qu'il est impératif que les procédures de promotion rendues possibles par les modifications que fonde le présent arrêté soient mises en oeuvre le plus rapidement possible;

Considérant en outre qu'une nécessaire cohérence dans la gestion des fonctions spécialisées impose que la perspective d'établissement de passerelles entre les carrières considérées doive être examinée, non seulement pour la catégorie des titulaires des grades cités par le Conseil de direction, mais également pour les titulaires de grades relevant d'autres catégories de fonctions spécialisées;

Considérant qu'en conséquence, cette proposition de modification ne peut être retenue;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 21 février 1996;

Vu l'accord du Ministre chargé de la fonction publique donné le 10 juin 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 22 juillet 1996.

Arrête :

Article 1er. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales est modifié comme suit : les termes "Disposition transitoire et finale" précédant l'article 5 sont remplacés par les termes : "Dispositions transitoires et finales".

Art. 2. L'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 précité est remplacé par le texte suivant :

"Article 6. Par mesure transitoire, les agents porteurs d'un diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et qui au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont titulaires du grade d'inspecteur médecin-chef de service (R 11) à la Direction générale de la Santé peuvent être promus au grade de médecin en chef-directeur".

Art. 3. Un article 7, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 précité :

"Article 7. Par mesure transitoire, les agents titulaires des grades de chef de section (R 23), chef de section adjoint (R 22) et de professeur (R 22), qui à la date du 29 février 1992 étaient lauréats d'un examen de chef de groupe, peuvent être promus à ce grade sans qu'il soit procédé à la vérification de leurs aptitudes professionnelles".

Art. 4. L'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 6 janvier 1992 précité devient l'article 8.

Art. 5. Le texte joint au présent arrêté modifie l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 précité.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature à l'exception des dispositions figurant sous le titre C) de l'annexe qui produisent leurs effets le 29 février 1992.

Art. 7. Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Modifications apportées à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996

Sous A : Personnel administratif

NIVEAU 1

A) Rang 15 - 1) les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
15	Directeur d'administration	Commissaire au Tourisme R 15 Inspecteur général R 15	Grades des rangs 14 et 13	-	-	Pour la Direction générale de la Santé : être porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
15	Directeur d'administration	Commissaire au Tourisme R 15 Inspecteur général R 15	Grades des rangs 14 et 13	-	-	Pour la Direction générale de l'Infrastructure : être porteur du diplôme d'ingénieur civil, d'architecte ou d'ingénieur industriel. Pour la Direction générale de la Santé : être porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Rang 15 - 2) les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
15	Inspecteur général	Commissaire au Tourisme R 15 Directeur d'administration R 15	Grades des rangs 14 et 13	-	-	Pour la Direction générale de l'Infrastructure : être porteur du diplôme d'ingénieur civil, d'architecte ou d'ingénieur industriel.

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
15	Inspecteur général	Commissaire au Tourisme R 15 Directeur d'administration R 15	Grades des rangs 14 et 13	-	-	Pour la Direction générale de l'Infrastructure : être porteur du diplôme d'ingénieur civil, d'architecte ou d'ingénieur industriel. Pour la Direction générale de la Santé : être porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

B. Rang 13 - 1) les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
13	Conseiller (service de la jeunesse)	-	Conseiller adjoint au service de la jeunesse	-	-	-

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
13	Conseiller (service de la jeunesse)	-	Conseiller adjoint (service de la jeunesse)	-	-	-

Rang 13 - 2) les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
13	Médecin en chef-directeur	Médecin-directeur R 13	Médecin chef de service R 11	-	-	Etre porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
13	Médecin en chef-directeur	Médecin-directeur médecin R 13	Médecin chef de service R 11 Mesure transitoire : Inspecteur médecin chef de service R 11 (voir colonne 7).	-	-	Etre porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Mesure transitoire : Article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996.

C) Rang 11 - 1) les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
11	Conseiller adjoint au service de la jeunesse	-	-	-	Recrut.*	Fonctions spécialisées Article 3, § 1er, 2.1.) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 précité.

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
11	Conseiller adjoint (service de la jeunesse)	-	-	-	Recrut.	Fonctions spécialisées Article 3, § 1er, 2.1.) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 précité.

Rang 11 - 2) sous les mentions concernant le grade d'"Ingénieur principal" - les indications suivantes sont ajoutées :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
11	Inspecteur-chef de service (Direction générale de la Santé)	-	-	-	-	Voir article 2, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre précité, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 9 juillet 1996.

Rang 11 - les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
11	Médecin chef de service	-	Médecin R 10 Inspecteur médecin R 10 Inspecteur médecin psychiatre R 10	-	-	-

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
11	Médecin chef de service	-	Médecin R 10 Inspecteur médecin R 10 Inspecteur psychiatre R 10 Inspecteur hygiéniste R 10	-	-	-

D) Rang 10 : sous les mentions concernant le grade d'« Inspecteur médecin » les indications suivantes sont ajoutées :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
10	Inspecteur hygiéniste R 10	-	-	-	-	Article 2 § 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant le cadre et la structure précité tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 9 juillet 1996.

NIVEAU 2

E) Rang 24 - les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
24	Chef de groupe	-	Chef de section R 23 (D.A.A.J.) Technicien principal R 23 Chef de section adjoint (D.A.A.J.) R 22 Professeur R 22 Maître d'éducation physique R 22 Maître d'enseignement professionnel R 22	-	-	Pour le 4, pour les titulaires de tous les grades : vérification des aptitudes professionnelles

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
24	Chef de groupe	-	Chef de section R 23 (D.A.A.J.) Technicien principal R 23 Chef de section adjoint R 22 (D.A.A.J.) Professeur R 22 Maître d'éducation physique R 22 Maître d'enseignement professionnel R 22	-	-	Pour le 4, pour les titulaires de tous les grades : vérification des aptitudes professionnelles. Mesures transitoires : pour les titulaires du grade de chef de section, de chef de section adjoint et de professeur : voir l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 précité, portant le règlement organique tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996.

Rang 24 - 2) les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
24	Chef administratif	Vérificateur R 24 Chef de section R 24	Chef de section R 23 (Direction d'administration de l'aide à la jeunesse) Documentaliste principal R 23 Technicien principal R 23 Vérificateur R 23 Sous-chef de bureau R 22 Réviseur comptable R 22 Agent comptable R 22 Secrétaire principal de direction R 22 Chef de greffe R 22 Chef de section adjoint R 22 Maître d'enseignement professionnel R 22 Professeur R 22 Maître d'éducation physique R 22	-	-	Pour les emplois dans les hôpitaux psychiatriques : avoir exercé ses fonctions pendant 2 ans au moins au sein d'un hôpital psychiatrique. Pour le 4, pour les titulaires du grade de chef de section R 23, technicien principal R 23, chef de section adjoint R 22, maître d'enseignement professionnel R 22, professeur R 22 et de maître d'éducation physique R 22 : 1) constatation de l'inaptitude physique à exercer les fonctions correspondant à ces grades dans une IPPJ; 2) vérification des aptitudes professionnelles.

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
24	Chef administratif	Vérificateur R 24 Chef de section R 24	Chef de section R 23 (Direction d'administration de l'aide à la jeunesse) Documentaliste principal R 23 Technicien principal R 23 Vérificateur R 23 Sous-chef de bureau R 22 Réviseur comptable R 22 Agent comptable R 22 Secrétaire principal de direction R 22 Chef de greffe R 22 Chef de section adjoint R 22 Maître d'enseignement professionnel R 22 Professeur R 22 Maître d'éducation physique R 22			Pour les emplois dans les hôpitaux psychiatriques : avoir exercé ses fonctions pendant 2 ans au moins au sein d'un hôpital psychiatrique. Pour le 4, pour les titulaires du grade de chef de section R 23, technicien principal R 23, chef de section adjoint R 22, maître d'enseignement professionnel R 22, professeur R 22 et de maître d'éducation physique R 22 : uniquement lorsque l'emploi de chef administratif est à pourvoir au sein de la Direction d'administration de l'aide à la jeunesse et que l'inaptitude physique à exercer les fonctions correspondant à ces grades dans une IPPJ a été définitivement constatée.

F) Rang 22 - les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
22	Chef de section adjoint	-	Aspirant-chef de section adjoint R 20	-	Recrut.	Pour le 4 : examen d'avancement de grade au rang 22. Pour le 6 : le diplôme d'études techniques supérieures A1 ou le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur aussi bien général que technique ou le diplôme d'instituteur(trice) (enseignement supérieur de type court) ou le diplôme d'institutrice gardienne (enseignement supérieur de type court) obtenu au plus tôt à partir du 1er septembre 1974 est exigé.

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
22	Chef de section adjoint	-	Aspirant-chef de section adjoint R 20	-	Recrut.	<p>Pour le 4 : examen d'avancement au grade de chef de section adjoint.</p> <p>Pour le 6 : être en possession d'un des diplômes suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. diplôme de l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice; 2. graduat en logopédie, en ergothérapie ou en kinésithérapie délivré par l'enseignement supérieur paramédical de type court et de plein exercice; 3. diplôme d'assistant en psychologie, d'assistant ou d'auxiliaire social, d'éducateur gradué, de gradué en gestion en communication ou de gradué en gestion des ressources humaines délivré par l'enseignement supérieur social de type court et de plein exercice; 4. diplôme d'éducateur spécialisé ou d'éducateur social spécialisé délivré par l'enseignement supérieur social ou pédagogique de promotion sociale; 5. licence en communication appliquée (section "animation socio-culturelle et éducation permanente"); 6. licence en psychologie, en sciences psychologiques et pédagogiques, en sciences psycho-pédagogiques, en sciences de l'éducation, en sciences psychologiques ou en psycho-pédagogie; 7. licence en politiques et pratiques de formation ou en sciences et techniques de formation continue; 8. licence en logopédie; 9. licence en ergothérapie; 10. licence en kinésithérapie ou en kinésithérapie et réadaptation; 11. licence en éducation physique; 12. licence en criminologie ou en sciences criminologiques.

NIVEAU 3

G) Rang 32 - les indications suivantes :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
32	Technicien de 1ère classe	-	Technicien de 2ème classe R 30	-	-	Carrière plane

sont remplacées par les indications :

Rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7
32	Technicien de 1ère classe	-	Technicien de 2ème classe R 30	-	-	-

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 96 — 1798

[C - 29276]

22 JULI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, zoals gewijzigd;

Gelet op de hierna vermelde statutaire regels, zoals die gewijzigd zijn en toepasselijk op het personeel van de Diensten van Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op :

- Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;
- Het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel;
- Het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries;

Gelet op het protocol nr. 144 van Sectorcomité XVII, gesloten op 30 maart 1995;

Gelet op het advies van de Directieraad, die inzonderheid het verstrekken van zijn gunstig advies afhankelijk maakt van de toevoeging van een aanvullende bepaling betreffende de toegang van sommige titularissen van graden van gespecialiseerde ambten tot de gemeenschappelijke graad van adviseur;

Overwegende dat die toevoeging tot gevolg zou hebben gehad dat de gehele procedure voor goedkeuring van het ontwerp herbegonnen zou worden, terwijl het absoluut onontbeerlijk is dat de bevorderingsprocedures die mogelijk worden gemaakt door de wijzigingen die door dit besluit bepaald worden, zo vroeg mogelijk van start zouden gaan;

Overwegende dat het bovendien noodzakelijk is, met het oog op een coherent beheer van de gespecialiseerde ambten, dat bruggen worden geslagen tussen de betrokken loopbanen, niet alleen voor de categorie van de titularissen van de door de Directieraad vermelde graden, maar ook voor de titularissen van graden die ressorteren onder andere categorieën van gespecialiseerde ambten, en dat dit vooruitzicht moet worden nagekeken;

Overwegende dat dit voorstel tot wijziging bijgevolg niet in aanmerking genomen kan worden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de ambtenarenzaken, gegeven op 10 juni 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 22 juli 1996 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, wordt gewijzigd als volgt : de woorden "Overgangs- en slotbepaling", vóór artikel 5, worden vervangen door de woorden "Overgangs- en slotbepalingen".

Art. 2. Artikel 6 van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 wordt vervangen door de volgende tekst :

"Artikel 6. Bij wijze van overgangsmaatregel, kunnen de ambtenaren die houder zijn van een diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden, en die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van de graad van inspecteur-geneesheer-hoofd van dienst (R 11) bij de Algemene Directie voor Gezondheid, tot hoofd-geneesheer-directeur worden bevorderd."

Art. 3. In het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 wordt een artikel 7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 7. Bij wijze van overgangsmaatregel, kunnen de ambtenaren die titularis zijn van de graden van sectiechef (R 23), adjunct-sectiechef (R 22) en leraar (R 22), en die, op de datum van 29 februari 1992, geslaagd waren voor een examen van groepschef, in die graad worden bevorderd, zonder dat hun beroepsgeschiktheid wordt onderzocht."

Art. 4. Artikel 6 van het voormelde besluit van de Executieve van 6 januari 1992 wordt artikel 8.

Art. 5. De bij dit besluit gevoegde tekst wijzigt de bijlage van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend, met uitzondering van de bepalingen vermeld onder littera C) van de bijlage die uitwerking hebben met ingang van 29 februari 1992.

Art. 7. De Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Wijzigingen aangebracht aan de bijlage bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996

Onder A. ADMINISTRATIEF PERSONEEL

NIVEAU 1

A) Rang 15-1). De volgende vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
15	Bestuursdirecteur	Commissaris voor Toerisme R 15 Inspecteur-Generaal R 15	Graden van de rangen 14 en 13			Voor de Algemene Directie voor Gezondheid : houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

worden vervangen door de vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
15	Bestuursdirecteur	Commissaris voor Toerisme R 15 Inspecteur-Generaal R 15	Graden van de rangen 14 en 13			Voor de Algemene Directie voor Infrastructuur : houder zijn van het diploma van burgerlijk ingenieur, architect of industrieel ingenieur. Voor de Algemene Directie voor Gezondheid : houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Rang 15-2). De volgende vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
15	Inspecteur-Generaal	Commissaris voor Toerisme R 15 Bestuursdirecteur R 15	Graden van de rangen 14 en 13			Voor de Algemene Directie voor Infrastructuur : houder zijn van het diploma van burgerlijk ingenieur, architect of industrieel ingenieur.

worden vervangen door de vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
15	Bestuursdirecteur	Commissaris voor Toerisme R 15 Inspecteur-Generaal R 15	Graden van de rangen 14 en 13			Voor de Algemene Directie voor Infrastructuur : houder zijn van het diploma van burgerlijk ingenieur, architect of industrieel ingenieur. Voor de Algemene Directie voor Gezondheid : houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

B. Rang. 13-1). De volgende vermeldingen :

Hïërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
13	Adviseur (Dienst voor de jeugd)		Adjunct-adviseur bij de Dienst voor de jeugd R 11			

worden vervangen door de vermeldingen :

Hïërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
13	Adviseur (Dienst voor de jeugd)		Adjunct-adviseur (Dienst voor de jeugd)			

Rang 13-2). De volgende vermeldingen :

Hïërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
13	Hoofdgeneesheer-directeur	Geneesheer-directeur R 13	Geneesheer-hoofd van dienst R 11			Houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

worden vervangen door de vermeldingen :

Hïërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
13	Hoofdgeneesheer-directeur	Geneesheer-directeur R 13	Geneesheer-hoofd van dienst R 11 Overgangsmaatregel : Inspecteur-hoofdgeneesheer van dienst R 11 (zie kolom 7)			Houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens. Overgangsmaatregel : Artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 22 juli 1996.

C) Rang 11-1). De volgende vermeldingen :

Hïërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
11	Adjunct-adviseur bij de Dienst voor de jeugd				Werv.	Gespecialiseerde ambten Artikel 3, §1, 2.1.) van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984

worden vervangen door de vermeldingen :

Hïërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
11	Adjunct-adviseur (Dienst voor de jeugd)				Werv.	Gespecialiseerde ambten Artikel 3, §1, 2.1.) van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984

Rang 11-2) : onder de vermeldingen betreffende de graad van "eerstaarwezend ingenieur" - worden de volgende vermeldingen toegevoegd :

Hieraarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
11	Inspecteur-hoofd van dienst (Algemene Directie voor Gezondheid)					Zie artikel 2, § 2 van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 9 juli 1996.

Rang 11. De volgende vermeldingen :

Hieraarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
11	Geneesheer-hoofd van dienst		Geneesheer R 10 Inspecteur-geneesheer R 10 Geneesheer psychiater-inspecteur R 10			

worden vervangen door de vermeldingen :

Hieraarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
11	Geneesheer-hoofd van dienst		Geneesheer R 10 Inspecteur-geneesheer R 10 Geneesheer psychiater-inspecteur R 10 Inspecteur-hygiënist R 10			

D) Rang 10 : onder de vermeldingen betreffende de graad van "inspecteur-geneesheer", worden de volgende vermeldingen toegevoegd :

Hieraarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
10	Inspecteur-hygiënist R 10					Artikel 2, § 2 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de personeelsformatie en de structuur, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 9 juli 1996.

NIVEAU 2

E) Rang 24. De volgende vermeldingen :

Hiërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
24	Groepschef		Sectiechef R 23 (B.D.H.J.) Eerstaanwendend technicus R 23 Adjunct-sectiechef (B.D.H.J.) R 22 Leraar R 22 Meester lichamelijke opvoeding R 22 Vakmeester R 22			Voor 4, voor de titularissen van alle graden : onderzoek naar de beroepsgeschiktheid.

worden vervangen door de vermeldingen :

Hiërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
24	Groepschef		Sectiechef R 23 (B.D.H.J.) Eerstaanwendend technicus R 23 Adjunct-sectiechef (B.D.H.J.) R 22 Leraar R 22 Meester lichamelijke opvoeding R 22 Vakmeester R 22			Voor 4, voor de titularissen van alle graden : onderzoek naar de beroepsgeschiktheid. Overgangsmaatregelen : voor de titularissen van de graad van sectiechef, adjunct-sectiechef en leraar : zie artikel 7 van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 houdende het organiek reglement, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 22 juli 1996.

Rang 24 - 2). De volgende vermeldingen :

Hiërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
24	Bestuurschef	Verificateur R 24 Sectiechef R 24	Sectiechef R 23 (Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd) Eerstaanwendend documentalist R 23 Eerstaanwendend technicus R 23 Verificateur R 23 Onderbureauchef R 22 Revisor boekhouding R 22 Rekenplichtige R 22 Eerstaanwendend directie-secretaris R 22 Griffiechef R 22 Adjunct-sectiechef R 22 Vakmeester R 22 Leraar R 22 Meester lichamelijke opvoeding R 22			Voor de betrekkingen in de psychiatrische ziekenhuizen : zijn functies gedurende ten minste 2 jaar in een psychiatrisch ziekenhuis hebben uitgeoefend. Voor 4, wat de titularissen betreft van de graden van sectiechef R 23, eerstaanwendend technicus R 23, adjunct-sectiechef R 22, vakmeester R 22, leraar R 22 en meester lichamelijke opvoeding R 22 : 1) vaststelling van de lichamelijke ongeschiktheid om de functies uit te oefenen die met deze graden overeenstemmen in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming; 2) onderzoek naar de beroepsgeschiktheid

worden vervangen door de vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
24	Bestuurschef	Verificateur R 24 Sectiechef R 24	Sectiechef R 23 (Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd) Eerstaanwendend documentalist R 23 Eerstaanwendend technicus R 23 Verificateur R 23 Onderbureauchef R 22 Revisor boekhouding R 22 Rekenplichtige R 22 Eerstaanwendend directiesecretaris R 22 Griffiechef R 22 Adjunct-sectiechef R 22 Vakmeester R 22 Leraar R 22 Meester lichamelijke opvoeding R 22			Voor de betrekkingen in de psychiatrische ziekenhuizen : zijn functies gedurende ten minste 2 jaar in een psychiatrisch ziekenhuis hebben uitgeoefend. Voor 4, wat de titularissen betreft van de graad van sectiechef R 23, eerstaanwendend technicus R 23, adjunct-sectiechef R 22, vakmeester R 22, leraar R 22 en meester lichamelijke opvoeding R 22 : alleen wanneer de betrekking van bestuurschef te begeven is binnen de Bestuursdirectie voor Hulpverlening aan de Jeugd en wanneer de lichamelijke ongeschiktheid tot uitoefening van de ambten die met die graden overeenstemmen in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming, definitief is vastgesteld.

F) Rang 22. De volgende vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
22	Adjunct-sectiechef		Aspirant-adjunct-sectiechef R 20		Werv.	Voor 4 : examen voor verhoging in graad naar rang 22. Voor 6 : het diploma van het technisch hoger onderwijs A 1 of het diploma van geaggregeerde voor het zowel algemeen als technisch lager secundair onderwijs of het diploma van onderwijzer(es) (hoger onderwijs van het korte type) of het diploma van kleuteronderwijzer(es) (hoger onderwijs van het korte type), ten vroegste behaald vanaf 1 september 1974, is vereist.

worden vervangen door de vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
22	Adjunct-sectiechef		Aspirant-adjunct-sectiechef R 20		Werv.	<p>Vóór 4 : examen voor verhoging in de graad van adjunct-sectiechef. Voor 6 : houder zijn van één van de volgende diploma's :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. diploma van het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan; 2. graduaat in de logopedie, ergotherapie of in de kinesitherapie, uitgereikt door het paramedisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan; 3. diploma van assistent in de psychologie, maatschappelijk assistent (Fr. : "assistant social") of maatschappelijk assistent (Fr. : auxiliaire social), gegradueerde opvoeder, gegradueerde in het communicatiebeheer of van gegradueerde in het beheer van human resources, uitgereikt door het sociaal hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan; 4. diploma van gespecialiseerde opvoeder of van gespecialiseerde maatschappelijke opvoeder, uitgereikt door het sociaal of pedagogisch hoger onderwijs voor sociale promotie; 5. licentiaat in de toegepaste communicatie (afdeling "socio-culturele animatie en permanente opvoeding"); 6. licentiaat in de psychologie, in de psychologische en pedagogische wetenschappen, in de psycho-pedagogische wetenschappen, in de opvoedingswetenschappen, in de psychologische wetenschappen of in de psychopedagogie; 7. licentiaat in de vormingspolitiek en -praktijk of in de wetenschappen en technieken van voortgezette opleiding; 8. licentiaat in de logopedie; 9. licentiaat in de ergotherapie; 10. licentiaat in de kinesitherapie of in de kinesitherapie en de revalidatie; 11. licentiaat in de lichamelijke opvoeding; 12. licentiaat in de criminologie of in de criminologische wetenschappen.

NIVEAU 3

G) Rang 32. De volgende vermeldingen :

Hierarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
32	Technicus 1e klasse		Technicus 2e klasse R 30			Vlakke loopbaan

worden vervangen door de vermeldingen :

Hïërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7
32	Technicus 1e klasse		Technicus 2e klasse R 30			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 31307]

F. 96 — 1799

18 JUILLET 1996. — Décret relatif à la dissolution du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, paragraphe 1^{er}, 121, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

Fonds : Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Commission : Commission communautaire française;

Collège : Collège de la Commission communautaire française;

Décret du 17 mars 1994 : Décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 3. Les articles 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 26, 27 et 28 du décret du 17 mars 1994 sont abrogés et le Fonds est dissous.

La mention de sa dénomination est supprimée dans la liste des organismes énumérés à l'article 1^{er}, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 4. Dans le décret du 17 mars 1994, le mot « Fonds » est remplacé par « Commission communautaire française ».

Art. 5. Les articles 24 et 25 du décret du 17 mars 1994 sont abrogés.

Art. 6. La Commission reprend les droits et obligations du Fonds lors de la dissolution de celui-ci.

Art. 7. L'actif et le passif du Fonds sont attribués à la Commission.

Art. 8. Les membres du personnel du Fonds sont transférés d'office aux services du Collège selon des modalités à fixer par le Collège.

Art. 9. L'article 4, § 3 du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé est modifié comme suit :

« Soit d'initiative, soit à la demande du Bureau ou du Collège, la section « personnes handicapées » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les personnes handicapées et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service qui, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française. »

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : 23 (1995-1996), n° 1. — Rapport 23 (1995-1996), n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 juillet 1996.